

Coalition pour le réalignement et la fermeture de bases outre-mer

29 Novembre 2018

Cher Président Donald J. Trump, Secrétaire à la Défense James N. Mattis, membres du Congrès,

Les soussignés représentent un large groupe d'analystes, universitaires, avocats et autres experts des bases militaires de tout le spectre politique, qui soutiennent la fermeture des bases militaires américaines à l'étranger. À la suite d'une stratégie de déploiement avancée qui remonte aux premières années de la guerre froide, les États-Unis possèdent aujourd'hui environ 800 sites de base dans environ 80 pays étrangers. Les autres pays du monde ont ensemble moins de 80 bases étrangères.

Les signataires ont des idées différentes sur le nombre de bases à fermer, mais sont en accord sur les neuf raisons suivantes pour commencer à fermer des bases à l'étranger et améliorer la sécurité nationale et internationale au cours du processus:

1. Les bases outre-mer coûtent des milliards aux contribuables chaque année. Il en coûte en moyenne 10 000 \$ à 40 000 \$ de plus par an pour affecter du personnel militaire dans des bases outre-mer par rapport à des bases nationales. Le pays dépense environ 51,5 milliards de dollars par an pour construire et gérer des bases à l'étranger, alors que la dette nationale dépasse 21 000 milliards de dollars et que les infrastructures nationales s'effondrent.

2. Les bases outre-mer sont maintenant largement obsolètes grâce aux progrès technologiques. En raison des progrès réalisés dans le transport aérien et maritime, ainsi que dans d'autres technologies militaires, les forces d'intervention rapide peuvent se déployer dans pratiquement toutes les régions suffisamment rapidement pour être basées sur le continent américain. Le développement de missiles balistiques extrêmement précis à longue et moyenne distance rend également les bases étrangères vulnérables aux attaques asymétriques contre lesquelles il est très difficile de se défendre. En Asie du Nord-Est, par exemple, plus de 90% des installations aériennes américaines sont situées dans des zones à haut risque.

3. Des bases outre-mer entraînent les États-Unis dans des guerres. Des bases disséminées dans le monde entier alimentent une politique étrangère hyper-interventionniste en faisant de la guerre une solution facile tout en offrant des cibles aux militants.

4. Les bases outre-mer augmentent la tension militaire. Plutôt que de dissuader les adversaires, les bases américaines peuvent exacerber les menaces à la sécurité en provoquant l'inquiétude d'autres pays augmentant les dépenses militaires et agression. La Russie, par exemple, justifie ses interventions en Géorgie et en Ukraine en soulignant l'empiètement des bases américaines en Europe de l'Est. La Chine se sent encerclée par plus de 250 bases américaines, ce qui conduit à une politique plus affirmée dans la mer de Chine méridionale.

5. Les bases outre-mer soutiennent les dictateurs et les régimes répressifs et non démocratiques. Des dizaines de bases américaines se trouvent dans plus de 40 pays autoritaires et moins que démocratiques, dont Bahreïn, la Turquie, la Thaïlande et le Niger.

6. Ces bases constituent un signe de soutien aux gouvernements impliqués dans des meurtres, des actes de torture, la suppression des droits démocratiques, l'oppression des femmes et des minorités et d'autres violations des droits de l'homme. Loin de répandre la démocratie, les bases à l'étranger bloquent souvent la propagation de la démocratie. Les affiliations servent uniquement à des fins d'identification et ne reflètent pas les endossements organisationnels. Questions: OBRACC2018@gmail.com. Pour obtenir une fiche technique sur les bases, les citations et de plus amples informations, visitez le site www.overseasbases.net.

7. Les bases outre-mer provoquent un retour de flamme. Au Moyen-Orient en particulier, les bases et les troupes américaines ont provoqué des menaces terroristes, une radicalisation et une propagande anti-américaine. Les bases situées près des lieux saints musulmans en Arabie saoudite constituaient un outil de recrutement majeur pour Al-Qaïda. Les bases outre-mer endommagent l'environnement. Les bases à l'étranger ont une longue expérience de dommages aux environnements locaux résultant de fuites de substances toxiques, d'accidents, de déversement de matières dangereuses et de la construction de bases.

8. Les bases outre-mer portent atteinte à la réputation internationale des États-Unis et suscitent des protestations. Parce que les gens ont tendance à ne pas aimer leurs terres occupées par des forces armées étrangères, il n'est pas surprenant que des bases à l'étranger génèrent une certaine opposition presque partout où elles se trouvent (ce qui pose des problèmes à l'armée). Les crimes commis par le personnel militaire, notamment les viols et les meurtres, ainsi que les accidents mortels, portent également atteinte à la réputation de l'Amérique et suscitent des protestations. Des bases situées dans des territoires américains colonisés perpétuent leur souveraineté réduite et leur citoyenneté de 2e classe.

9. Les bases outre-mer sont mauvaises pour les familles. Les déploiements à l'étranger peuvent séparer le personnel militaire de leur famille pendant des mois ou des années, nuisant ainsi à leurs relations. Même lorsque les familles ont la possibilité d'accompagner des militaires à l'étranger, les déménagements fréquents perturbent la carrière, la scolarisation et la vie des conjoints et des enfants. Comparativement à la fermeture de bases nationales, la fermeture de bases outre-mer est facile. Les présidents George H.W. Bush, Bill Clinton et George W. Bush ont fermé des centaines de bases inutiles en Europe et en Asie.

L'administration Trump peut faire la même chose. Cela signifierait ramener à la maison des milliers de membres du personnel et de membres de la famille qui contribueraient à l'économie nationale. Dans l'intérêt de la sécurité nationale, mondiale et fiscale, nous exhortons le président Trump et la secrétaire Mattis, appuyés par le Congrès, à entamer un processus de fermeture des bases à l'étranger et de relocalisation du personnel militaire et des familles dans des bases nationales, où les capacités excédentaires sont bien documentées.

Cordialement,

Gordon Adams, Professor Emeritus, School of International Service, American University

Christine Ahn, Founder and International Coordinator, Women Cross DMZ

Noam Chomsky, Laureate Professor of Linguistics, Agnese Nelms Haury Chair, University of Arizona/Professor

Emeritus Massachusetts Institute of Technology

Andrew Bacevich, Professor Emeritus of International Relations and History, Boston University, Colonel, US Army (Ret.)

Medea Benjamin, Author and Co-director, CODEPINK for Peace

Phyllis Bennis, Director, New Internationalism Project, Institute for Policy Studies

Hon. Kerry Bentivolio, 113th US Congress (2013-15)/US Army (Ret.)

Leah Bolger, Commander, US Navy (Ret.)/Chair, World Beyond War

Ivan Eland, Director, Center on Peace and Liberty, The Lighthouse Institute

Cynthia Enloe, Research Professor, Political Science, Clark University

John Feffer, Director, Foreign Policy in Focus, Institute for Policy Studies

Irene Gendzier, Professor Emeritus, Political Science, Boston University

Joseph Gerson, President, Campaign for Peace, Disarmament and Common Security

Eugene Gholz, Associate Professor of Political Science, University of Notre Dame

William Hartung, Director, Arms and Security Project, Center for International Policy

David C. Hendrickson, Professor of Political Science, Colorado College

Patrick Hiller, Executive Director, War Prevention Initiative

Amy Holmes, Associate Professor, American University in Cairo/Visiting Scholar, Harvard University

Kyle Kajihira, Ph.D. Candidate, University of Hawai'i at Mānoa/Hawaii Peace and Justice

Gwyn Kirk, Women for Genuine Security

Kate Kizer, Policy Director, Win Without War

Lawrence Korb, Former Assistant Secretary of Defense for Manpower Installations and Logistics

Lindsay Koshgarian, Program Director, National Priorities Project

Peter Kuznick, Professor of History and Director, Nuclear Studies Institute, American University

Maj. General Dennis Laich, US Army (Ret.)/Executive Director, All-Volunteer Force Forum

John Lindsay-Poland, Coordinator, Stop US Arms to Mexico Project/Global Exchange

Catherine Lutz, Thomas J. Watson, Jr. Family Professor of Anthropology and International Studies, The Watson Institute and Department of Anthropology, Brown University

Kevin Martin, President, Peace Action

Paul Kawika Martin, Senior Director, Policy and Political Affairs, Peace Action

Satoko Oka Norimatsu, Editor, Asia-Pacific Journal: Japan Focus

Miriam Pemberton, Associate Fellow, Institute for Policy Studies

Elaine Scarry, Cabot Professor of Aesthetics, Harvard University

Mark Selden, Senior Research Associate, East Asia Program, Cornell University

Mandy Smithberger, Director, Straus Military Reform Project, Center for Defense Information, Project on Government Oversight

Del Spurlock, Former General Counsel and Assistant Secretary of the US Army for Manpower and Reserve Affairs

David Swanson, Coalition Against U.S. Foreign Military Bases/Director, World Beyond War

David Vine, Professor of Anthropology, American University

Allan Vogel, Director, Foreign Policy Alliance, Inc.

Lawrence B. Wilkerson, Colonel, US Army (Ret.)/Former Chief of Staff to Secretary of State Colin Powell/Visiting Professor of Government and Public Policy, William and Mary

Ann Wright, Colonel US Army (Ret.)/Former Deputy Chief of Mission at the US Embassies in Afghanistan, Sierra Leone, Micronesia, and Mongolia